

5052 H54617

9222

1941

Responsabilité du chemin de fer à l'occasion d'accidents de
chemin de fer survenus au cours de la guerre.-

ttre du M.G. au M.T.P.
 pêche du M.T.P. à la S.N.C.F.
 ttre S.N.C.F. au M.T.P.

8.11.41)
 24.11.41)
 18.12.41

1222

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 18 décembre 1941.

9720 - 1

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par dépêche du 24 novembre 1941 (Direction Générale des Transports - Service Economique - 1er Bureau), vous avez bien voulu m'informer que, comme suite à votre intervention, M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice a, par circulaire, appelé l'attention des Procureurs Généraux sur les conséquences éventuelles des procès engagés à l'occasion d'accidents de chemin de fer survenus au cours de la guerre.

Par ailleurs, vous me communiquez copie de la lettre que vous a adressée, le 8 novembre, sur la même question, M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre, et par laquelle il porte à votre connaissance qu'il ne peut que s'en tenir à la position qui avait déjà été prise par son Département à la suite de la guerre 1914-1918.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que la circulaire de M. le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice, qui reproduit, d'ailleurs, intégralement la lettre que vous aviez vous-même adressée à ce dernier, répond en tous points à nos préoccupations.

Les Magistrats des Parquets seront ainsi mis en mesure de connaître les arguments du chemin de fer et d'apprécier les répercussions injustes ou excessives que ne manquerait pas d'avoir l'application de la jurisprudence de droit commun à cette catégorie d'accidents.

Par contre, ainsi que vous l'observez, la position que prend M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre dans sa lettre du 8 novembre appelle les plus sérieuses réserves.

Il est exact, comme l'affirme le Ministre, que les militaires en service, victimes d'un accident imputable à des tiers, peuvent réclamer à ces derniers des dommages-intérêts en complément de la pension qui leur est accordée, et que l'Etat peut se faire rembourser par ces tiers le montant des pensions allouées.

En réalité, nous ne contestons pas ce principe lorsqu'il s'agit d'accidents survenus à des militaires voyageant individuellement. Toutefois, nous soutenons qu'en pareil cas, sauf circonstances exceptionnelles, la pension militaire doit

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.

.....
: : : : :
: : : : :

représenter la réparation intégrale du préjudice, et nous entendons demander aux Tribunaux de nous suivre sur ce terrain.

Au contraire, en ce qui concerne les transports de détachements ou d'unités constituées, nous ne saurions accepter de plano le principe de la responsabilité du chemin de fer, la question n'ayant fait l'objet d'aucune jurisprudence décisive.

En tout état de cause, l'avis du Département de la Guerre ne saurait nous lier, et dans chaque instance la Société Nationale se propose de soutenir que la pension allouée par l'Etat est le seul mode de réparation offert à la victime ou à ses ayants-droit.

L'argument capital sur lequel repose notre thèse est que, le contrat étant exclusivement conclu entre l'Etat et la S.N.C.F., dans des conditions de circulation et de rémunération arrêtées conventionnellement entre eux, sans aucune intervention du militaire transporté, la victime n'a aucun lien de droit avec le chemin de fer et n'est recevable, à aucun titre, à agir contre lui.

Sans doute, n'estimons-nous pas pouvoir demander à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre de se rallier à notre manière de voir. Mais il serait souhaitable, en tous cas, que ce Département n'affaiblisse pas la portée de notre argumentation en permettant aux victimes de faire état en justice d'une doctrine contraire.

Aussi vous demandons-nous de bien vouloir intervenir à nouveau auprès du Secrétariat d'Etat à la Guerre en vue d'éviter qu'une semblable dualité de thèses de caractère officiel puisse se manifester devant les Tribunaux.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération .

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.